

**Pôle Investissement  
Direction des Achats non Médicaux et de la Logistique**

**Pouvoir adjudicateur :**

**C.H.R.U. de BREST**  
2 avenue Foch  
29609 BREST CEDEX

**APPEL D'OFFRES OUVERT  
CAHIER DES CLAUSES  
ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

**Fourniture de combustibles biomasse pour une chaufferie  
bois au Centre Hospitalier de Lanmeur**

La procédure de consultation utilisée est un appel d'offres ouvert application des articles L.2124-2 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 et R.2123-1 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatifs au code de la commande publique (version en vigueur au 1<sup>er</sup> avril 2019)

Rédacteur : Nolwenn MOAL  
Date : 25/06/2025  
Référence : 2025DAL0090



# SOMMAIRE

<b>PREAMBULE SUR LA REFERENCE AUX TEXTES EN VIGUEUR :</b>	<b>2</b>
<b>PREAMBULE SUR LE GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE - GHT :</b>	<b>2</b>
<b>ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION</b>	<b>3</b>
1.1 Désignation	3
1.2 Décomposition en lots	3
<b>ARTICLE 2 – PROCEDURE – FORME DU MARCHÉ</b>	<b>3</b>
2.1 Procédure	3
2.2 Forme du marché	3
<b>ARTICLE 3 – DUREE</b>	<b>3</b>
3.1 Durée de l'accord-cadre	3
3.2 Délais d'exécution	3
3.3 Marchés complémentaires et /ou similaires	4
<b>ARTICLE 4 – DOCUMENTS CONTRACTUELS</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 5 – MODALITES D'EXECUTION</b>	<b>4</b>
5.1 Commandes	4
5.2 Livraisons	4
5.3 Opération, vérification, admission	5
<b>ARTICLE 6 – PRIX ET REGLEMENT</b>	<b>5</b>
6.1 Règlement des fournitures	5
6.2 Modalités de révision	6
6.3 Clause de sauvegarde	7
6.4 Versement d'avance	7
6.5 Conditions de règlement	7
6.7 Dématérialisation des factures	8
6.8 Pénalités	8
<b>ARTICLE 7 – RESILIATION</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 8 – DIFFERENDS ET LITIGES</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 9 – DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 10 – COMPTABLE ASSIGNATAIRE</b>	<b>10</b>

## **PREAMBULE SUR LA REFERENCE AUX TEXTES EN VIGUEUR :**

Cette procédure est passée en application du Code de la Commande Publique, version consolidée au 1<sup>er</sup> avril 2019.

Les documents de la consultation font référence à ce texte par la mention « Code la Commande Publique » ou « CCP ».

## **PREAMBULE SUR LE GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE - GHT :**

Dans le cadre de la loi du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé, le groupement hospitalier de territoire (GHT) de Bretagne Occidentale (territoire de santé n°1) a été formé au 1<sup>er</sup> juillet 2016 par arrêté de l'agence régionale de santé Bretagne.

Le GHT de Bretagne Occidentale est composé des établissements suivants :

- Le Centre Hospitalier Régional Universitaire de Brest  
2 avenue Foch – 29609 BREST cedex
- Le centre Hospitalier de la Presqu'île de Crozon  
Rue Théodore Botrel – BP 9 – 29160 CROZON
- Le Centre Hospitalier de Landerneau  
1 route de Pencran Lavallot – 29207 LANDERNEAU cedex
- Le Centre Hospitalier de Lanmeur  
9 rue Traon Bezedon – 29620 LANMEUR
- Le Centre Hospitalier de Lesneven  
Rue Barbier de Lescoat – 29260 LESNEVEN
- Le Centre Hospitalier des Pays de Morlaix  
15 rue de Kersaint-Gilly – 29672 MORLAIX cedex
- Le Centre Hospitalier de Saint Renan  
17 rue de Brest – 29290 SAINT RENAN
- L'Hôpital d'Instruction des Armées Clermont-Tonnerre  
Rue du Colonel Fonferrier – CC41 – 29240 BREST cedex 9  
Doté d'un statut de membre associé

A ce titre, le pouvoir adjudicateur est l'établissement support du GHT soit pour le GHT de Bretagne Occidentale :

Centre Hospitalier Régional Universitaire de Brest  
2 avenue Foch – 29609 BREST cedex

qui assure la fonction achat pour le compte des établissements parties au groupement, conformément aux seuils de délégation de signature pour les marchés publics et contrats de concession.

Le Centre Hospitalier Régional Universitaire de Brest assure l'ensemble de la procédure de passation du marché et des avenants (articles R6132-16 du Code de la santé publique). Il est chargé de signer le marché, les avenants et de les notifier.

Chaque établissement parti exécute l'accord-cadre.

## **ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION**

### **1.1 Désignation**

La présente consultation a pour objet la fourniture de combustibles pour les chaufferies bois du Centre Hospitalier de Lanmeur et du Centre Hospitalier de Crozon

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

### **1.2 Décomposition en lots**

Le marché comprend deux lots :

- Lot 1 : Fourniture de combustibles biomasse pour le CH de Lanmeur
- Lot 2 : Fourniture de combustibles biomasse pour le CH de Crozon

## **ARTICLE 2 – PROCEDURE – FORME DU MARCHÉ**

### **2.1 Procédure**

La procédure utilisée est celle de l'appel d'offres ouvert, par application des articles R2124-2 et R2161-3 du Décret du 3 décembre 2018 relatif au code de la commande publique.

### **2.2 Forme du marché**

Le marché revêt la forme d'un accord-cadre mono-attributaire sans remise en concurrence, fixant toutes les dispositions contractuelles, selon les dispositions des articles R2162-1 à R2162-6 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la commande publique. Il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, dans les conditions fixées aux articles R2162-13 à R2162-14 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la commande publique, avec un montant maximum fixé à 214 000.00 € HT pour la durée totale de l'accord-cadre.

## **ARTICLE 3 – DUREE**

### **3.1 Durée de l'accord-cadre**

L'accord-cadre prend effet au 1er septembre 2025 ou à la date de réception de la notification si cette dernière est postérieure, pour une durée de 12 mois.

Au-delà de sa première période d'exécution, il pourra éventuellement être reconduit 3 fois pour une période de 12 mois par reconduction tacite. Dans le cas contraire, la dénonciation sera possible jusqu'à 3 mois avant l'échéance.

La durée totale de l'accord-cadre (périodes de reconductions comprises) ne pourra excéder 48 mois.

Le titulaire ne pourra refuser la reconduction.

Toutefois, l'Etablissement se réserve la faculté de résilier l'accord-cadre à n'importe quel moment, sans indemnité pour le titulaire en cas de mauvaise exécution ou non exécution du marché. A défaut d'accord, l'accord-cadre sera résilié en totalité ou partiellement – si le litige ne concerne qu'un lot de l'accord-cadre – par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée dans ce même délai. La résiliation prendra effet à l'issue de la période annuelle considérée.

### **3.2 Délais d'exécution**

Les délais d'exécution se réalisent au fur et à mesure des besoins exprimés selon les modalités précisées à l'article 5 du présent CCAP.

### **3.3 Marchés complémentaires et /ou similaires**

Le CHRU de Brest se réserve la possibilité de recours ultérieur à une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence, pour la réalisation de prestations similaires au sens de l'article R2122-7 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la commande publique

## **ARTICLE 4 – DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Les pièces constitutives de l'accord-cadre, par ordre de priorité d'application, sont les suivantes :

- l'acte d'engagement et ses annexes
- les bons de commande
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières dont l'exemplaire conservé dans les archives du CHRU de Brest fait seul foi
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières dont l'exemplaire conservé dans les archives du CHRU de Brest fait seul foi
- le Cahier des Clauses administratives Générales applicable aux Marchés Publics de fournitures courantes et de services
- la réponse technique du titulaire

Les documents visés ci-dessus sont supposés connus du titulaire de l'accord-cadre; celui-ci est tenu d'en accepter les clauses et conditions particulières qui seraient éventuellement contraires à ses conditions personnelles de vente ou à celles des organisations professionnelles.

## **ARTICLE 5 – MODALITES D'EXECUTION**

Les correspondances, réunions et discussions relatives à l'accord-cadre se dérouleront en français ; il appartiendra au titulaire de désigner, pour l'exécution de l'accord-cadre, une équipe ayant la maîtrise de la langue française.

### **5.1 Commandes**

La commande se fera par appel téléphonique ou mail précisant :

- la désignation de la fourniture
- les quantités commandées
- la date limite de livraison (en cas de délai non respecté, le fournisseur doit impérativement prévenir par mail u motif du retard)

### **5.2 Livraisons**

Le délai de livraison court à compter de la date d'émission du bon de commande ou appel téléphonique. Les fournitures devront obligatoirement être livrées au jour et à l'endroit indiqués par le signataire.

Le fournisseur sera tenu de continuer sa livraison pendant un mois de plus au prix résultant de son offre, si à la fin du contrat, pour quelque raison que ce soit, il ne peut être procéder à une nouvelle consultation.

Les livraisons s'entendent franco de port et d'emballage, sans minimum de commande.

Chaque livraison sera obligatoirement accompagnée d'un bon de livraison transmis aux services techniques pour vérification du service fait.

Le transport des marchandises jusqu'à leur destination ainsi que les opérations de manutention liées à la livraison sont à la charge du titulaire.

Les livraisons seront effectuées en présence du personnel des services techniques qui est seul habilité à réceptionner les marchandises et à viser les bons de livraison.

En cas de problème concernant les livraisons, le fournisseur s'engage à prévenir les services techniques du Centre Hospitalier de Lanmeur, dès réception de la commande.

### **5.3 Opération, vérification, admission**

La constatation de l'exécution des commandes et les décisions qui s'en suivent seront conformes aux stipulations du CCAG /Fournitures Courantes et de Services et sont précisées dans le CCTP.

Si la quantité livrée n'est pas conforme, le titulaire du marché, suivant le cas, se verra refuser l'excédent de la commande ou au contraire inviter à compléter la livraison dans les délais prescrits.

En cas de refus, les marchandises seront retirées et remplacées par les soins du fournisseur, sous sa responsabilité, dans un délai rapide, fixé par l'acheteur, selon l'urgence des besoins.

A défaut par le fournisseur d'en opérer le remplacement dans le délai fixé, l'acheteur sera autorisé à se les procurer aux frais du titulaire qui sera tenu de rembourser l'augmentation des dépenses par rapport au prix du marché, sur présentation des factures et sans qu'une mise en demeure soit nécessaire.

## **ARTICLE 6 – PRIX ET REGLEMENT**

### **6.1 Règlement des fournitures**

Les fournitures sont réglées sur la base des prix indiqués au bordereau de prix unitaire.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les fournitures ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, la manutention, à l'assurance, au stockage et au transport jusqu'au local de livraison.

Les prix s'entendent également pour des livraisons franco de port, d'assurance et d'emballage au local indiqué sur le bon de commande.

## 6.2 Modalités de révision

Les prix figurant à l'acte d'engagement sont fermes pour la première année d'exécution de l'accord-cadre.

Au-delà de la première année d'exécution de l'accord-cadre, les tarifs pourront éventuellement être ajustés une fois par an dans la limite du coefficient de variation en hausse ou en baisse, obtenu par application de la formule paramétrique suivante :

$$P_n = P_0 \times [0,4 P_{bn} / P_{bo} + 0,15 I_{Sn} / I_{So} + 0,15 I_{Mn} / I_{Mo} + 0,30 I_{Tn} / I_{To}]$$

Dans laquelle :

P <sub>n</sub> =	Prix HT (par unité de vente) révisé selon la formule d'indexation, valable pour l'année n
P <sub>0</sub> =	Prix HT initial ou précédent selon le cas
P <sub>B</sub> =	Indice du prix du bois – Origine CEEB communiqué – Nom : Mercuriale bois énergie du CEEB
I <sub>S</sub> =	Indice de la main d'œuvre générale (Indice salaire) - Origine : INSEE – Nom : « salaires, revenus et charges sociales – Coût du travail – Indices du coût horaire du travail révisé – Tous salariés (ICHTrev-TS) – Indices mensuels – Industries mécaniques et électriques (NAF 25-30 30-33)
I <sub>M</sub> =	Indice pour les machines agricoles – Origine : INSEE – Nom « Indice de prix d'achat des moyens de production agricole (IMPAMPA) – Machines et matériel de récolte »
I <sub>T</sub> =	Indice pour le transport routier – Origine : CNR « régional », le terme régional utilisé par la CNR se référant aux transports courte moyenne distance <a href="http://www.cnr.fr">www.cnr.fr</a> – Nom : Indice Synthétique Régional CNR du coût du transport routier »

Sur cette base, et au début de chaque période de révision, le titulaire doit faire parvenir à chaque établissement concerné un barème des prix applicables pour la période suivante.

En cas :

- d'absence d'indice sur 1 période, l'indice à prendre en considération sera celui de la période précédente
- d'évolution de la base de l'indice : si durant la période d'exécution de l'accord-cadre, la base de l'indice (servant de base au prix de celui-ci), vient à être modifié ou supprimé, l'accord-cadre est aménagé sur ce point par un avenant, prenant une autre base de calcul du prix, avec modification de l'indice le cas échéant. A défaut d'accord entre les parties sur la rédaction de cet avenant, l'accord-cadre est automatiquement résilié sans indemnité à partir du jour de la modification ou de la suppression ou de la modification de la base initiale.

Le coefficient final de révision est arrêté à la troisième décimale et est arrondi au millième supérieur.

Les prix ainsi révisés seront fermes et invariables pendant la période de reconduction concernée.

Pour chaque révision, le prestataire devra en faire la demande par lettre recommandée au moins 120 jours avant la date de révision annuelle.

Les hausses et les baisses résultant d'une révision de prix ne seront applicables qu'après accord de l'établissement hospitalier exécutant l'accord-cadre. Cet accord doit intervenir dans les 30 jours calendaires à compter de la date de réception du courrier recommandé. Le silence gardé par le CH de Lanmeur et/ou le CH de Crozon vaut refus de la proposition.

### **6.3 Clause de sauvegarde**

Au cas où le nouveau prix, tel que calculé selon les dispositions prévues, serait supérieur à 3% du dernier prix, le Centre Hospitalier de Lanmeur et le Centre Hospitalier de Crozon se réservent la possibilité de négocier afin de limiter la hausse. Au terme des négociations, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier sans indemnité la partie de l'accord-cadre non encore exécutée sans mise en demeure préalable.

### **6.4 Versement d'avance**

Une avance de 5% peut être accordée sauf renonciation écrite du titulaire.

Cette clause ne s'applique pas si le montant de la commande est inférieur au seuil de 50 000 € H.T.

Dans le cas où le titulaire souhaiterait le versement de cette avance, il leur sera demandé la production d'une garantie à première demande.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du bon de commande.

Le montant de l'avance est déterminé par application des articles R2191-6 à R2191-12 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la commande publique. Cette avance est égale à 5% du montant initial toutes taxes comprises de la commande, si le délai d'exécution n'excède pas 12 mois.

L'avance n'est ni révisable, ni actualisable.

L'avance sera mandatée sur le vu d'un projet de décompte présenté par le prestataire.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R2191-11 et R2191-12 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la commande publique. Le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65 % du montant minimum TTC du marché. Ce remboursement devra être terminé lorsque 80 % de ces prestations aura été effectué.

### **6.5 Conditions de règlement**

Le paiement est effectué par mandat administratif, après service fait sur présentation de factures portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- ◇ le nom, l'adresse, le numéro de SIRET du créancier,
- ◇ le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement
- ◇ le numéro et la date du bon de commande
- ◇ le numéro de l'accord-cadre
- ◇ la date de la facture
- ◇ la désignation précise de la fourniture livrée
- ◇ le prix unitaire hors T.V.A. des fournitures
- ◇ le prix unitaire net H.T. (remise déduite)
- ◇ le montant hors T.V.A.
- ◇ le taux et le montant de la T.V.A.
- ◇ le montant total T.V.A. comprise correspondant aux fournitures livrées.

Le délai de mandatement s'apprécie à compter de la date de réception des factures sur la plateforme chorus.



Le délai global de paiement du présent accord-cadre est fixé à 50 jours. Le dépassement ouvre de plein droit le versement d'intérêts moratoires.

Conformément au décret n°2013-269 du 29 mars 2013, le taux des intérêts moratoires est celui appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile en cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

L'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi 2013-100 du 28 janvier 2013 est également due.

Il doit être établi une facture par mois.

## **6.7 Dématérialisation des factures**

L'ordonnance du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique prévoit une dématérialisation des demandes de paiement depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017 aux grandes entreprises et aux fournisseurs publics, puis progressivement généralisée jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2020 en tenant compte de la taille des entreprises concernées.

La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » avec le code service 10 pour le CH de Lanmeur et le code service EC pour le CH de Crozon.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

## **6.8 Pénalités**

### *6.8.1 Pénalités de retard pour défaut de combustible ou pour les pannes dues à cette fourniture*

Par dérogation à l'article 14 du CCAG /FCS, lorsque le délai contractuel de livraison est dépassé par le fait du fournisseur, celui-ci encourt, par jour calendaire de retard et sans mise en demeure préalable, et ce, pour chaque livraison retardée, des pénalités qui sont calculées par l'application de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{220}$$

P = montant HT de la pénalité

V = valeur de l'ensemble du marché annuel de fourniture de combustible

R = nombre de jours de retard d'exécution pour la livraison (exprimés en jours calendaires, c'est-à-dire : samedis, dimanches et jours fériés inclus)

Toutefois, lorsque le retard d'exécution pour la livraison comprend un jour férié, 24 heures de pénalité sont neutralisées.

Les pénalités seront déduites des sommes à valoir au fournisseur.

### *6.8.2 Pénalité pour fourniture de combustibles non conforme*

Si le taux d'humidité constaté lors des opérations de contrôle effectuées dans les conditions définies à l'article 4.1 du CCTP se révèle au-dessus de 30%, la livraison ne pourra faire l'objet d'aucune facturation.

Si le taux de cendres constaté lors des opérations de vérification exécutées conformément à l'article 7 du CCTP se révèle supérieur à 5% du poids brut, le prix subira une réfaction de 5% par unité de pourcentage supplémentaire constaté.

## ARTICLE 7 – RESILIATION

L'accord-cadre pourra être résilié suivant les dispositions prévues à l'article 6 du CCAG /FCS.

Le pouvoir adjudicateur se réserve également le droit de résilier totalement ou partiellement ou de modifier l'accord-cadre pour l'un ou l'autre des motifs suivants :

- **carence du fournisseur** : si les utilisateurs décèlent une dégradation de la qualité entraînant des résultats non satisfaisants ;
- **cessation de fabrication ou commercialisation** de la part du fournisseur attributaire qui en aura avisé le Centre Hospitalier de Lanmeur au moins quatre mois à l'avance ;
- **non respect de l'une des clauses du présent CCAP** et, particulièrement, celles de l'article 5 concernant les modalités d'exécution ;
- **pour suivre l'évolution des techniques** ;
- **pour homogénéiser ses méthodes de travail** (changement d'appareil, refonte du plateau technique...) ;
- en cas de cessation volontaire de commerce, faillite ou de liquidation judiciaire. Dans ce cas, l'accord-cadre sera résilié de plein droit, sans préjudice des droits à exercer au nom du Centre Hospitalier de Lanmeur sur les prix des livraisons non soldées. En cas de cession de fond de commerce, le nouveau titulaire prendra à sa charge, après élaboration d'un avenant de transfert, les engagements souscrits par son prédécesseur.

### ATTENTION :

**En cas de manquement du fournisseur titulaire de l'accord-cadre mettant l'établissement dans l'obligation de se faire livrer par un autre fournisseur, le titulaire prendra à sa charge le surcoût de l'opération sur production par le Centre Hospitalier Lanmeur ou le Centre Hospitalier de Crozon de la facture correspondante.**

Si la résiliation est prononcée en application de l'article 29 du CCAG /FCS, l'établissement se réserve la possibilité de faire exécuter la fourniture aux frais et risques du titulaire (article 32 du CCAG /FCS – arrêté du 19 janvier 2009).

La résiliation globale ou partielle sera prononcée par lettre recommandée avec accusé de réception et prendra effet 15 jours après sa notification au titulaire.

## ARTICLE 8 – DIFFERENDS ET LITIGES

En cas de litige, la loi française est la seule applicable. Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français.

Tout différend survenant à l'occasion de la présente consultation sera soumis, préalablement à la mise en œuvre des dispositions prévues dans le CCAG /FCS, au pouvoir adjudicateur.

## ARTICLE 9 – DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

L'article 6.8.1. du présent CCAP déroge à l'article 14 du CCAG /FCS

## **ARTICLE 10 – COMPTABLE ASSIGNATAIRE**

Le comptable assignataire est Monsieur le Trésorier Principal du CENTRE HOSPITALIER DE BREST, il est chargé du paiement des fournitures livrées dans le cadre du présent accord-cadre.